

La défaite allemande sauva la France et la Belgique du démembrement

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Services allemands

29 octobre 2021

Dans l'hebdomadaire belge " Le Phare ", notre camarade J. WULLUS-RUDIGER, ancien professeur à l'Ecole de Guerre de Bruxelles, révèle quelques aspects des ambitions de l'Allemagne hitlérienne à l'égard de la France.

M. WULLUS-RUDIGER qui fut, en mai 1940, adjoint au Chef de la Mission Militaire française près le Gouvernement belge, puis membre de notre Réseau F.F.C. " Kléber " a été en mesure de prendre connaissance de documents secrets allemands établissant de façon irréfutable les projets nazis relatifs au démembrement de la France.

Voici l'essentiel de ce qu'il écrit :

Peu après la conclusion de l'armistice de Compiègne de 1940, Hitler, sans en référer à son ministère des Affaires étrangères, chargea le Secrétaire d'Etat Stuckart, du ministère de l'Intérieur, de lui soumettre un projet d'annexions au détriment de la France.

Il l'avertit qu'il entendait annexer le Nord de la France jusqu'à l'embouchure de la Somme, c'est-à-dire jusqu'à Abbeville.

Cette vaste région devait constituer une province (Gau) dans laquelle serait englobée la Belgique, à l'exclusion de la province de Luxembourg (celle-ci devant faire partie avec le Grand-Duché de Luxembourg, d'une autre province allemande comprenant l'Alsace-Lorraine, dont l'annexion pure et simple avait déjà été proclamée).

D'après le plan soumis à Hitler, la nouvelle frontière allemande dans le Nord de la France allait approximativement de l'embouchure de la Somme, à la région de Nancy ; d'où elle descendait vers la frontière suisse, à hauteur de Pontarlier.

En outre, le Führer envisageait l'annexion de la Bourgogne, sous prétexte que cette région avait été colonisée jadis par la peuplade germanique des Burgondes, qui lui donna son nom.

Cette annexion connut même un début d'exécution. Himmler décida en effet, de coloniser la Bourgogne en y installant des ménages tyroliens. Mais, par la suite, il lui sembla plus urgent d'installer ces Tyroliens en Crimée ! Il déclara alors nonchalamment à Frauenfeld, le 10 juillet 1942 : " Il nous faudra donc trouver une autre peuplade ou une autre population pour coloniser la Bourgogne ". *Et pour confirmer ce qui précède, M. Wullus-Rudiger ajoute :*

Le 26 avril 1942, Goebbels notait dans son agenda : " ... En ce qui concerne la France, comme par le passé le Führer estime que jamais nous n'aboutirons à un accord avec elle en nous montrant conciliants.

Les propos évoquant une collaboration sont purement éphémères. Par ailleurs, à présent il veut voir des actes et non point entendre des paroles.

Il déclare : " Quelle que soit l'issue de la guerre, la France devra la payer cher, car " elle en fut la cause et l'a déclenchée. Elle sera ramenée à ses frontières " de 1500 ", cela signifie que la Bourgogne fera retour au Reich. Cela nous rapportera un pays qui, en beauté comme en richesse, peut à peine être comparé à une autre province allemande ... "

Quatre jours après, le 30 avril 1942, Goebbels notait : " Si les Français savaient ce qu'un jour le Führer exigera d'eux, leurs yeux se rempliaient de larmes ".

En janvier 1944 encore, Goebbels écrivait dans " Das Reich " : " Le peuple allemand réclame, comme un droit naturel, le droit de diriger les peuples de l'Europe ".

Nous livrons les témoignages ci-dessus à la méditation de ceux qui, à l'instar de Pierre LAVAL, préconisaient l'entente entre la France et l'Allemagne nazie.

A la vérité, dans l'Europe conçue par Hitler, la France n'aurait plus existé en tant que telle, pas plus que la Belgique d'ailleurs. C'est la coalition anti-hitlérienne qui a sauvé la France et du même coup l'Europe.

La Libération de la FRANCE et la défaite allemande de 1944 selon des historiens allemands

Category: 1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands
29 octobre 2021

Extraits d'une étude réalisée par des historiens allemands en collaboration avec des officiers supérieurs de la Wehrmacht et en utilisant les ressources inédites des archives allemandes.

Ce document dresse un tableau sévère et objectif des conditions dans lesquelles l'Allemagne dut affronter les débarquements à l'Ouest et les problèmes posés par la Résistance française. Le lecteur sera surpris de constater le prix qu'attachait le "visionnaire" Hitler, dès 1942, au maintien de l'occupation allemande en France.

1940 : Des archives secrètes tombent aux mains des Allemands

Category: 1940-1942,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Le journaliste luxembourgeois Henri KOCH-KENT, ami du Colonel DOUDOT, nous a fait parvenir un très intéressant article qu'il a pu rédiger récemment, sur la base d'informations recueillies auprès d'un ancien officier de l'Abwehr, à propos des Archives secrètes françaises tombées aux mains des Allemands en gare de LA CHARITE-SUR-LOIRE en Juin 1940. Cette affaire, amplement exploitée à l'époque par la propagande allemande et les journaux collaborationnistes Français, a parfois été utilisée pour discréditer le 2ème Bureau et les Services Spéciaux. On a prétendu également que grâce aux documents récupérés, les Allemands ont pu identifier certains agents de nos Services, ce qui est inexact. Nous publions ci-dessous l'article de M. KOCH-KENT en le remerciant de son obligeance.

" On sait qu'en Juin 1940, les Allemands découvrirent, à La Charité-sur-Loire, de nombreux dossiers secrets du Grand Quartier Général Français. On crut longtemps qu'il s'agissait des archives du 2ème Bureau. L'affaire fut exploitée à fond par la propagande hitlérienne. Tous les journaux ennemis publièrent de longs extraits des documents saisis. La radio de Goebbels leur consacra d'innombrables émissions en plusieurs langues. Ribbentrop, le ministre des Affaires Etrangères, fit paraître, à l'intention du public français, un " livre blanc " de 400 pages, avec la reproduction, en fac-similé, de 70 rapports militaires ou lettres officielles.

D'après le major-général Ulrich LISS, qui centralisait les renseignements pour le Haut Commandement de l'Armée allemande (O.K.H.), le butin n'avait pas une valeur immédiate pour la conduite de la guerre. Il comportait cependant des aspects politiques compromettants pour certains pays, comme la Suisse qui avait signé secrètement avec la France une convention militaire dirigée contre le III ème Reich. Dans l'attente des représailles allemandes, elle vécut des heures d'angoisse. Il y eut des commentaires passionnés, en France comme à l'étranger, au sujet du drame de La Charité. Pour les uns le mythe de la " cinquième colonne " étant à son apogée, c'était l'œuvre de " traîtres " haut placés. D'autres attribuèrent la prise à l'efficacité de l'Abwehr, dont ils ignoraient à cette époque les démêlés avec le S.D., et l'inefficacité en France où ses réseaux avaient été décapités.

Il est établi désormais que la découverte des documents ne fut que le résultat du hasard. Cette thèse est confirmée par un témoin, le colonel e. r. Erwin Kaffke, qui a bien voulu reconstituer le déroulement des événements.

Major en 1940, le colonel Kaffke, officier de l'Abwehr, était attaché à l'Etat-Major de la 2ème Armée allemande, établi depuis le 14 juin à Clamecy. En pleine nuit, à 2 h. 30, un courrier motorisé remet sans commentaire à l'officier de service trois dossiers qui portent l'inscription " Grand Quartier Général " et dont le contenu est muni du cachet " Secret " ou " Très secret " .

Immédiatement alerté, le major Irkens, chef du bureau des renseignements de la 2ème Armée,

charge son collègue Kaffke d'identifier le lieu de la découverte des dossiers, qui avaient été transmis sans note explicative. Celui-ci apprend qu'ils ont été trouvés à la gare de La Charité, à une soixantaine de kilomètres de Clamecy. Il se rend sur place pour voir s'il y a d'autres documents à saisir. En même temps, par ordre téléphonique, la gare de La Charité est placée sous surveillance.

Vers 3 h. 30, le major Kaffke se met en route, accompagné de quatre officiers, de deux gradés de la police militaire secrète et de quelques interprètes... Arrivés à l'aube devant la gare, les enquêteurs questionnent les soldats qui montent la garde, conformément aux instructions reçues. Personne n'est au courant de la découverte des documents. Il faut procéder à la fouille systématique des trains bloqués à cause des destructions subies par le pont ferroviaire, situé à proximité, sur la ligne de Bourges.

Après une heure de recherches minutieuses, le capitaine de cavalerie Neinhaus (maire de Heidelberg) est le premier à repérer l'endroit d'où provenait le butin initial. Dans deux voitures de marchandises, il découvre les archives secrètes du Général chef d'état-major de la Défense Nationale. Elles sont entassées dans un fatras indescriptible, parmi des objets hétéroclites. Bouteilles de vin, aliments divers, machines à écrire, télécriteurs, matériel de téléphone, appareils de projection, films ultra-secrets, vêtements militaires, le tout avait été fourré pêle-mêle dans les wagons, en même temps que les dossiers. Pêchant dans le tas des documents, les Allemands poussent des cris de surprise quand ils tombent sur des pièces officielles qui portent les signatures de contemporains illustres. Il s'agit d'une véritable collection d'autographes de personnalités alliées, civiles et militaires, comme Churchill, Chamberlain, Daladier, Gamelin, Ironside, Reynaud et Weygand. Les papiers sont souvent souillés par des taches de confiture ou de moutarde.

Réalisant l'importance de la trouvaille, le groupe Kaffke ramène en hâte son butin à Clamecy, où une équipe de traducteurs trie provisoirement les documents, en les annotant. Le lendemain, ils seront acheminés, par deux avions spéciaux, au quartier général de l'Armée (O.K.H.), quelque part à l'arrière, où se trouvait Hitler.

Chargé non seulement de mettre la main sur les dossiers de La Charité, mais aussi de rédiger le rapport sur les circonstances de la découverte, il fallut une semaine au major Kaffke pour fixer les détails de cette invraisemblable affaire.

Tout a commencé par la destruction du pont de la Loire. Parmi les voitures des trains bloqués à La Charité se trouvaient celles du Grand Quartier Général. Elles étaient en route pour Vichy. Un détachement de reconnaissance ouvrit le feu sur les soldats français affectés à la garde du train. Avec les cinq officiers qui les commandaient, ils furent faits prisonniers, pour être interrogés plus tard par le major Kaffke.

Quelques heures après cet incident, le lieutenant Runzer, chef d'un détachement de transmission radio, se trouvait à court de carburant. Pour se ravitailler en essence, il envoya son chauffeur, le caporal Kranzer, à La Charité. Après avoir fait en vain le tour de la ville, presque déserte, Kranzer décida d'inspecter les voitures de marchandises arrêtées sur les quais de la gare. Il y trouva bientôt les bidons qu'il lui fallait.

A-t-il alors poursuivi ses investigations dans l'espoir de ramener quelques bonnes bouteilles? Pour éviter l'accusation de pillage, il s'est bien gardé de faire des aveux au major Kaffke, venu

l'interroger, après avoir mis trois jours pour retrouver sa trace, les unités allemandes ayant continué leur progression, malgré le cessez-le-feu du 17 Juin.

Kranzer emporta, on le sait, trois dossiers, sans réaliser l'importance de sa prise. Il n'avait pas compris non plus la signification de l'inscription, tracée à la craie sur les wagons en question : "Grand Quartier Général Matériel " .

Le lieutenant Runzer à qui il remit les documents, était loin, lui aussi, de se douter du trésor découvert par son chauffeur. Par routine, il transmit les documents à l'état-major de sa division, sans toutefois en spécifier l'origine. Ce n'est qu'à l'état-major de la 2ème Armée qu'on se rendit compte de la portée du renseignement.

En agissant vite, le major Kaffke a probablement empêché des cheminots de récupérer la précieuse cargaison abandonnée à La Charité.

Sans l'alléchante présence des bouteilles, le caporal Kranzer n'aurait probablement pas remarqué les dossiers qui avaient éveillé sa curiosité. Ainsi se confirme le dicton que les petites cause sont souvent à l'origine des grands effets."

[1944 : Les archives allemandes saisies à la Libération](#)

Category: 1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands,Services français
29 octobre 2021

La violente réaction du 8 octobre 1986 de notre Conseil d'Administration stigmatisant l'insinuation d'un ancien Directeur du S.D.E.C.E. selon laquelle les archives nazies saisies à la Libération n'auraient pas été exploitées, a suscité le plus vif intérêt aussi bien dans l'opinion et la presse qu'au sein de notre Association. De nombreux camarades nous ont fait part de leur approbation dans des termes qui nous prouvent l'extrême sensibilité de l'amicale au respect de la VÉRITÉ et de l'Honneur de notre Maison. Nous donnons, ci-après, quelques extraits caractéristiques de nombreux messages qui nous ont été adressés

De Léon HUSSER le solide germanisant et technicien de nos anciens Services, pilier de nos réseaux de renseignements et de contre-espionnage « .. J'attendais le prochain Bulletin pour connaître vos réactions aux propos de M. de MARENCHES. *L' EXPRESS* ». Reçu ce samedi 11 octobre comble mon coeur de fierté d'avoir ouvert à vos côtés »...

Du Colonel BERNARD le précieux collaborateur de notre T.R. ancien et de son chef le Colonel VERNEUIL « ... J'avais adressé à M. de MARENCHES la lettre dont je vous joins copie. Cette missive était assez courtoise dans sa forme et précise dans son fond pour mériter, au minimum, un accusé de réception. Tel n'a pas été l'avis de ce monsieur que je considère,

désormais, comme dénué de la plus élémentaire éducation. « Si vous estimez que mon texte peut servir au rétablissement de la VÉRITÉ j'en serais très heureux. Ce que vous déciderez sera parfait . Décidément cette sacrée vérité sort bien difficilement de son puits »...

Par le Colonel BERNARD

NOTE *Concernant l'exploitation des archives allemandes saisies en 1944 par le Colonel BERNARD.* A la Libération, la section des Services Spéciaux chargée de la chasse aux traîtres était confiée par le Colonel PAILLOLE, Directeur de la Sécurité Militaire, au Colonel LAFFONT, alias VERNEUIL.

Né le 7 juin 1897 à SENEUJOLS (Haute-Loire, à une douzaine de kilomètres au S.-S.-O. du PUY), Roger LAFFONT était entré à vingt-quatre ans au S.R. et y avait fait toute sa carrière. Avant 1939, sous le pseudo de « BERNARD », il avait dirigé l'antenne S.R. de FORBACH et s'y était distingué en pénétrant profondément le poste Abwehr de SARREBRUCK commandé par le Capitaine DERNBACH.

En 1940, le Capitaine LAFFONT se trouvait en poste à BELGRADE. Rentré en France après l'invasion de la YOUGOSLAVIE, il devint l'adjoint du Commandant PAILLOLE au Commandant du Contre-Espionnage clandestin (T.R.).

En janvier 1943, PAILLOLE établit le P.C. de son Service à ALGER et LAFFONT prit la tête du réseau T.R. laissé en France métropolitaine. Ayant servi dans ce réseau pendant toute la période clandestine, il ne m'appartient pas de porter un jugement sur son efficacité : je laisserai ce soin à l'ennemi.

Le 17 novembre 1943, l'Einsatzkommando III / I de la Gestapo de STRASBOURG envoyait, en effet, aux postes Gestapo d'Alsace, sous le n° L III - 3000 19/10/43 - G, une synthèse concernant les Services Spéciaux français.

Deuxième bureau et service de renseignements

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin,Renseignement,Services français

29 octobre 2021

Dans certains Bulletins de l'Amicale ont été publiés quelques avis autorisés sur les SERVICES SPECIAUX et leurs oeuvres.

Aujourd'hui, l'un de nos camarades, que nous considérons comme l'un des spécialistes les plus qualifiés du "2ème BUREAU", nous donne son point de vue - celui du Commandement. En fait,-

sur l'indispensable liaison à établir entre SERVICES SPÉCIAUX et 2ème BUREAU. Dans le Bulletin N° 13, plusieurs témoignages dénonçaient le scepticisme général en matière de Renseignement et de Sécurité, l'inorganisation aussi de Services Spéciaux et Militaires adaptés aux formes nouvelles des conflits.

Cette fois encore, au travers du travail technique de notre correspondant, apparaît le manque de coordination et d'impulsion qui doit être l'oeuvre du Commandement (Civil ou Militaire) à l'échelon le plus élevé.

En diffusant des avis de spécialistes aussi autorisés, nous espérons que nous finirons par intéresser les "Pouvoirs publics" à un problème dont ils ignorent le plus souvent les données élémentaires.

Nous poursuivrons donc ce travail contre vents et marées, parce que nous savons que dans la conjoncture actuelle, l'utilisation rationnelle des SERVICES SPECIAUX et leur développement adapté aux circonstances est la meilleure défense de notre Patrie.

Alors que les profanes, dont l'éducation a été faite exclusivement par le film et le roman policier, font une confusion regrettable des SERVICES SPECIAUX et des 2èmes BUREAUX, il existe souvent, en fait, une rivalité entre les organismes voués au Renseignement, rivalité qui peut conduire les uns et les autres à des comportements incompatibles avec l'intérêt général.

Ce petit exposé est l'oeuvre d'un "spécialiste" du 2ème Bureau, n'ayant jamais appartenu aux Services Spéciaux, ayant toujours - ou presque - entretenu avec eux les meilleures relations et en ayant ainsi apprécié le bénéfice.

Que les adhérents de l'A.S.S.D.N. ne s'étonnent donc pas de trouver ici un point de vue sensiblement différent, sans doute, de celui qu'ils adoptent généralement. Qu'ils n'y voient nul amour-propre mal placé, mais le seul désir d'aider à la création d'un climat toujours favorable pour le meilleur service du Commandement responsable.

LE CHEF DE GUERRE a besoin de RENSEIGNEMENTS pour DECIDER et AGIR.

Tout acte de guerre exige une décision de la part d'un Chef ou, plus exactement, un ensemble de décisions prises à chaque échelon par le chef responsable de chacun d'eux. On peut dire, bien entendu, qu'il y a guerre dès qu'il y a un ennemi, intérieur ou extérieur, même sans rupture officielle des relations entre deux pays, voire entre le pays légal et une opposition.

Or aucune décision n'est valable, qui ne tienne compte de l'ennemi. La connaissance de l'adversaire est une des bases indispensables au succès. On s'est toujours efforcé de l'avoir aussi parfaite, aussi complète que possible.

Il fut un temps où ce système était relativement facile à résoudre celui où les armées, peu nombreuses, lentes, se trouvaient, lors de la rencontre dans le champ visuel du Chef. Celui-ci pouvait alors décider sur un ennemi bien connu dont rien ne lui échappait. Mais très vite le Chef éprouva l'impérieuse nécessité de savoir, avant la rencontre, à qui il aurait affaire, où et quand ?

Ce jour-là le problème du Renseignement fut posé. Il ne tarda pas à prendre une ampleur

considérable.

Pour le résoudre, l'idée d'envoyer des informateurs chez l'ennemi lui-même, de susciter des trahisons, se forma vite. L'informateur avant la bataille, les yeux pendant la bataille suffisaient. Le Chef lui-même pouvait ensuite utiliser, exploiter ces renseignements qui d'ailleurs trouvaient dans le temps un échelonnement normal. Le rôle de l'informateur s'effaçait lorsque le contact était pris. Cette époque n'est pas si lointaine. Napoléon, il y a cent cinquante ans, ne laissait à personne le soin de lancer ses agents puis d'observer le combat.

L'augmentation des effectifs engagés rendit impossible l'observation directe de l'ensemble du champ de bataille et, à fortiori, du ou des théâtres d'opérations. L'existence de moyens ennemis non engagés conduisit à poursuivre l'investigation des agents alors que la bataille était déjà en cours. Le Chef dut abdiquer en partie et confier à un auxiliaire le soin de recevoir ces renseignements et de les lui présenter. Ainsi naquit le 2ème BUREAU.

Chaque élément de premier échelon dut signaler ce qu'il constatait chez l'ennemi au contact. Le rapport qui existait entre l'ennemi vu à l'arrière et l'avant avait toujours été retenu. La rapidité des mouvements faisait de plus en plus immédiate la menace que l'ennemi lointain pouvait constituer pour le front d'engagement. Il n'était absolument plus possible de considérer avant et arrière comme deux domaines indépendants. Ils avaient été analysés par les agents et les troupes au contact. Il fallait confronter ces analyses, parvenir à une vue d'ensemble. Le Chef, axé sur une bataille qui offrait une complexité de plus en plus grande pouvait-il encore s'attacher aux détails qu'ils soient de mouvements, de ravitaillement ou de Renseignement ? Certainement pas. Aussi, dans ce dernier ordre d'idées, le 2ème BUREAU, de simple collecteur, devint-il organe de synthèse.

En outre, l'observation directe, complétée par l'action lointaine des agents, fut bientôt renforcée par d'autres moyens. L'aviation, les écoutes, le radar, remplirent le hiatus qui existait entre le contact et l'arrière éloigné et que ne comblaient suffisamment ni les interrogatoires de prisonniers, ni l'étude des documents.

La recherche, la centralisation et l'exploitation des renseignements devinrent ainsi un énorme travail pour les 2èmes Bureaux.

La nécessité de saisir l'ennemi sous les aspects de plus en plus différents qu'il présentait : courants envoyés sur les fils, ondes, avions rapides s'imposa, s'ajoutant aux activités multiples du contact, sur mouvements des arrières.

On ne conçoit pas aujourd'hui la possibilité de faire un tableau exact et complet de l'ennemi en négligeant systématiquement un des aspects qu'il soit aérien, radio, ou tout bonnement terrestre. Mais encore plus, on ne comprendrait pas, sinon dans un but d'information technique, une description de l'ennemi ne comportant qu'un seul aspect.

Comment engager une action valable en connaissant seulement l'activité aérienne ou uniquement la situation terrestre de l'adversaire ?

Or, chacun des moyens de recherche ne donne, soit du fait de ses caractéristiques techniques, soit de par les conditions dans lesquelles il travaille, qu'un aspect incomplet de l'ennemi. L'aviation n'a jamais pu donner à coup sûr les effectifs, l'observation terrestre est limitée par

la première crête. Les agents, qui peuvent donner presque tout, sont sans possibilité sur l'extrême avant et connaissent même de grosses difficultés quand il s'agit de travailler sur les arrières, à l'intérieur de dispositifs compacts et vigilants.

NECESSITE DE RECOUPEMENT ET DE LA SYNTHESE.

De plus, chacun sait l'intérêt du recouplement : or, il n'y en a pas de meilleur au renseignement recueilli par un moyen, qu'une investigation faite sur le même objet par un autre moyen.

Enfin, un renseignement recueilli par un moyen quelconque, isolé, aviation, radar, troupes terrestres; services spéciaux, risque de laisser dans l'ombre un point intéressant. Confronté avec les résultats obtenus par d'autres sources, il prend toute sa valeur.

Une synthèse n'est jamais polyvalente. Elle doit toujours répondre aux besoins réels du commandement responsable, suivant sa zone d'action, sa mission, les nuances mêmes de celle-ci, l'effort dans le temps et l'espace.

Un seul Bureau centralise toutes les questions de transport, de ravitaillement et coiffe les services chargés de leur réalisation. C'est par une seule voie que le Chef doit recevoir la synthèse répondant à ses soucis. Lui en envoyer plusieurs, c'est l'obliger à choisir, à faire une super synthèse, lui-même, ou à travailler sur des notions fragmentaires.

Le 2ème BUREAU reçoit du Chef responsable le Plan de Renseignements, énoncé des besoins pour la manoeuvre à effectuer. Ce plan est le guide pour l'établissement de la synthèse.

TRAVAIL EN COMMUN DES 2èmes BUREAUX ET SERVICES SPECIAUX.

Cet examen schématique de l'évolution du problème du renseignement permettra peut être de mieux comprendre le point de vue du 2ème BUREAU.

Il semblerait résulter de cette étude que ce Bureau voudrait se voir subordonner les SERVICES SPECIAUX, et, plus exactement, voir ses services découpés en tranches correspondant aux divers échelons de responsabilité.

Il n'en est rien.

Le 2ème BUREAU sait parfaitement qu'il est deux catégories de moyens de recherche : ceux qui travaillent normalement dans le cadre des unités tactiques et stratégiques, et ceux qui échappent à ce cadre. Parmi les premiers figurent par exemple les unités au contact, l'observation terrestre. A ceux-ci, le 2ème BUREAU peut rapidement et facilement faire donner l'ordre d'effectuer des mouvements, des actions même, nécessaires pour obtenir un renseignement particulier ; il leur adresse des "ordres de recherche", traduction technique des "plans de renseignements".

Aux moyens qui n'appartiennent pas à son échelon tactique ou stratégique, le 2ème BUREAU ne peut adresser que des demandes de recherche. Il sait que limiter leur action à un cadre étroit, les compartimenter, c'est réduire leur rendement. C'est bien le contraire qu'il désire,

Mais ce qu'il demande, c'est que ces organes de recherches lui donnent tous les

renseignements sous une forme brute, la seule qui lui permette d'établir la synthèse que son chef veut avoir. Il demande aussi que les renseignements ne soient pas envoyés ou communiqués directement au chef responsable ou au bureau "opérations". Ceci paraît secondaire; mais combien de fois a-t-on vu tout un travail de synthèse ruiné par un renseignement qui, présenté isolément, a été négligé, ou au contraire, grossi exagérément, a suffi pour déclencher une action intempestive.

A chaque échelon de commandement, il y a un responsable. Ne rendons pas sa tâche impossible.

Le Chef ne doit pas recevoir deux ou plusieurs synthèses; peut être contradictoires, sûrement divergentes. La confrontation des résultats doit se faire entre le chef du 2ème BUREAU et le responsable local des SERVICES SPECIAUX, avant toute présentation .

Il va de soi que cette liaison n'est pas à sens unique. Le 2ème BUREAU doit se considérer comme appartenant à une "Equipe", englobant tous les autres 2èmes Bureaux et les organes de recherche. Il lui faut, non seulement, répondre aux demandes de recherche que lui adressent les SERVICES SPECIAUX, mais encore favoriser les recoupements, mettre ces Services dans son ambiance en leur communiquant ses préoccupations, ses bulletins de renseignements, voire ses synthèses.

Dans cette aide donnée par le 2ème BUREAU, n'oublions pas que, s'il existe un front, il est responsable du passage des agents. Mieux que n'importe qui, il sait où le franchissement sera le plus facile et même le plus immédiatement payant.

On voit donc comment cette collaboration doit s'établir à tous les échelons, faite d'ailleurs plus de contacts personnels et d'union intellectuelle, que de documents échangés.

Mais nous avons vu les raisons qui justifiaient l'établissement de ces règles. C'est en particulier l'abondance des moyens de recherche, qui, dans la zone de contact, conduit à cette primauté du 2ème BUREAU. Sur les arrières lointains, il n'en est plus de même. La part des SERVICES SPECIAUX peut y être telle, si même ils n'y sont pas seuls à pouvoir agir, qu'ils deviennent naturellement les meneurs du jeu. S'ils sont seuls à faire l'investigation analytique, seuls aussi ils peuvent faire la synthèse utile au Commandement ou au Gouvernement. Qu'ils n'oublient pas l'appoint possible des autres moyens.

L'IMPORTANCE CROISSANTE DES SERVICES SPECIAUX.

C'est d'ailleurs au Commandement Civil ou Militaire, responsable, qu'il appartient de répartir les responsabilités entre les moyens et de prescrire les centralisations et les liaisons qu'ils doivent assurer.

On voudrait être sûr que, dans le domaine du renseignement, ils pensent quelquefois !

La situation présente et les conditions dans lesquelles se dérouleront les conflits de l'avenir ne peuvent manquer d'accroître le rôle des SERVICES SPECIAUX.

En effet, alors qu'avec les moyens "classiques" un temps appréciable s'écoule entre la mise sur

place, la fabrication, l'instruction des unités et des armes et leur engagement, et que ces délais donnent le loisir de déterminer la valeur de ces moyens et la direction qu'ils prennent, l'avenir sera bien différent.

De l'usine au point de chute, les délais seront à peu près nuls. Les engins seront "tous azimuts". On devra se borner à déceler leur existence. Mais on ne pourra le faire qu'au stade de l'étude ou de la fabrication. Seuls les SERVICES SPECIAUX pourront s'en charger.

L'Aviation pourra être une aide. De même, les "écoutes-radio", sans doute d'autres moyens .. Et alors les SERVICES SPECIAUX devront tenir compte des renseignements obtenus par d'autres organes de recherche, qui travailleront pour eux. Il leur faudra bien synthétiser ces résultats, ou il faudra bien que quelqu'un le fasse pour eux. Nous avons de bonnes raisons de croire que ce travail n'est pas fait actuellement avec une méthode rigoureuse.

AUTRES MISSIONS COMMUNES AUX 2èmes BUREAUX ET SERVICES SPECIAUX.

Les SERVICES SPECIAUX n'ont certes pas cette seule mission de renseignement dans le domaine militaire. C'est elle qui exige le plus d'entente mais déclenche le plus de "compétitions" avec les 2èmes Bureaux, C'est pour cela que nous lui avons donné la première place.

Les autres missions tout aussi importantes, réclament aussi des liaisons entre ces différentes organisations.

Certes, le 2ème BUREAU n'a pas à s'immiscer dans la lutte menée contre l'ennemi intérieur, jusqu'à ce que celle-ci se transforme en guérilla. Mais il ne peut être pris au dépourvu. Si l'Autorité Civile se dessaisit de ses pouvoirs au profit de l'Autorité Militaire, celle-ci doit être renseignée et se préparer à la tâche qui l'attend. Les SERVICES SPECIAUX doivent songer en permanence à cette responsabilité qui peut échoir au Chef Militaire. C'est une obligation pour eux que d'informer les 2èmes Bureaux de ce qui les attend.

Enfin qu'il s'agisse de la lutte contre l'Espionnage ou du maintien de la cohésion nationale, il est indispensable qu'il connaisse le point d'application de l'effort ennemi. Il y a souvent une liaison intime entre la zone où l'ennemi intensifie ses renseignements, le sabotage matériel ou moral et l'action frontale à venir. Ces renseignements sur l'effort de l'adversaire en profondeur, confrontés avec les possibilités qu'il a pu se constituer pour une action purement militaire, permettent de lever bien des doutes.

Pour ce qui est de la mission "Action" sur les arrières ennemis, dont sont chargés les SERVICES SPECIAUX, la part des organes de synthèse sera du même ordre. Bien orientée, la recherche au contact pourra déceler des objectifs intéressants : les documents recueillis, les interrogatoires des prisonniers contiennent de nombreuses données sur la vie des arrières lointains. Encore faut-il les rechercher et, avant tout, savoir l'intérêt qu'elles présentent.

Ces actions ne sont pas sans répercussions sur les moyens au contact ne serait-ce que sur leur moral. Il appartient aux 2èmes Bureaux de les rechercher. Il ne s'agit pas pour cela de les mettre dans tous les secrets mais bien d'utiliser leurs possibilités. Pour cela, point n'est besoin de dévoiler les buts que l'on veut atteindre au loin. Des demandes de recherches bien étudiées et bien rédigées suffisent.

Des 2èmes Bureaux instruits et disciplinés savent exécuter de tels ordres intelligemment, tout en comprenant les servitudes du secret .

Recherche et Exploitation doivent être coordonnées à l'Echelon le plus élevé.

Tout le problème des rapports entre les 2èmes BUREAUX et les SERVICES SPECIAUX peut se traduire en quelques mots :

Il y a UN ennemi, mais d'aspects de plus en plus complexes.

Le Chef responsable doit prendre ses décisions en toute connaissance de cet ennemi.

Les différents aspects de l'Ennemi sont relevés par des moyens de recherche de plus en plus nombreux et de moins en moins unifiés. La part de chacun est variable suivant les circonstances.

Tous ces aspects sont indispensables pour faire un tableau ressemblant de l'ennemi, c'est la synthèse que le Chef ne peut plus faire lui-même.

Qui doit lui présenter cette synthèse ? Organe de recherche, ou organe de synthèse ? L'un ou l'autre. Certainement pas l'un et l'autre.

La technique, les règles qui commandent le fonctionnement du renseignement donnent à ces deux organismes le moyen d'assurer leurs liaisons et le meilleur rendement de l'ensemble.

Encore faut-il que le Chef responsable au niveau le plus, élevé, - qu'il soit civil ou militaire - répartisse les rôles de chacun. C'est une question d'organisation générale qu'il faut, aujourd'hui plus que jamais, pousser à un degré extrême de minutie.

Nous craignons fort qu'en dépit des affirmations, et des bonnes volontés des exécutants, cette organisation soit négligée ou insuffisante. Peut être parce qu'aux échelons nationaux et gouvernementaux on n'a pas encore compris l'importance capitale du RENSEIGNEMENT

[Archives inédites : les courriers Alger-Métropole d'Août 1944](#)

Category: 1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Guerre d'Indochine (1946-1954),Livres et publications,Maghreb - Moyen Orient,Quels rapports des SR avec Vichy ?,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

A- Dans le sens Alger/Métropole les courriers étaient généralement très peu volumineux.

Ils se composaient :

- de directives générales orientant la recherche des renseignements ou précisant l'articulation à donner aux réseaux. Ces directives étaient souvent présentées sous la forme d'une simple lettre personnelle écrite par le Commandant PAILLOLE soit au Chef du TR « Anciens », soit à celui du TR « Jeunes », soit à celui du Service SM.
- de demandes de précision sur des renseignements recueillis au cours des semaines précédentes.
- de mises en garde contre des méthodes nouvelles utilisées par le Contre Espionnage ennemi ou contre des agents provocateurs repérés.

Le total de ces courriers Alger/Métropole excédait rarement 15 à 20 pages.

B- Dans le sens Métropole/Alger, par contre, les courriers étaient très volumineux car les postes TR recueillaient non seulement des renseignements de Contre Espionnage mais aussi des renseignements militaires, économiques et politiques. C'est par kilos que les documents récoltés en Métropole étaient dirigés sur Alger. Nous allons en donner un exemple :

Le réseau TR « Anciens » était articulé en 3 sous réseaux intitulés « Inspections ». Il y avait l'Inspection Nord, l'Inspection Centre et l'Inspection Sud. Un des courriers mensuels de l'Inspection Centre (nom de code « Camélia ») est parvenu presque intact jusqu'à nous.

« Camélia » siégeait à Clermont-Ferrand et coiffait les postes d'Annecy, Bourg-en-Bresse, Châteauroux, Limoges, Lyon, Saint Etienne et Vichy. L'histoire de son courrier est la suivante :

Peu avant le 15 août 1944, « Camélia » avait expédié son courrier mensuel qui devait normalement emprunter des filières terrestres jusqu'à Barcelone puis un sous-marin de Barcelone à Alger.

Mais le 15 août se produisit le Débarquement Allié en Provence. Pour des raisons qui nous échappent aujourd'hui le courrier « Camélia » ne put franchir la frontière pyrénéenne et, après des péripéties variées, finit par échouer en ... Suisse où il fut pris en charge par le poste TR de Berne. Le temps avait passé, la Libération de la France s'achevait et une grande partie des renseignements contenus dans le courrier « Camélia » avait perdu tout intérêt.

Tous les renseignements politiques, économiques ou militaires étaient soit périmés, soit moins complets que les archives officielles Vichystes dont disposaient désormais les autorités Gaullistes. Le Chef du poste TR de Berne utilisa donc uniquement la quarantaine de pages du courrier qui avait encore de l'intérêt (identification d'agents ennemis ou de personnels du Sicherheitdienst [SD] et renseignements encore actuels sur l'Abwehr ou la Gestapo). Le reste du courrier fut gardé tel quel et ... versé tel quel aux archives de la Centrale lorsque dernière eut regagné Paris. Quelques années plus tard ce paquet poussiéreux allait être incinéré lorsqu'il fut reconnu par l'ancien Chef de « Camélia ». Ce dernier obtint de ses supérieurs l'autorisation de conserver à titre de souvenirs cette liasse de papiers qui lui rappelait bien des choses.

C'est ainsi qu'un « courrier mensuel » presque intact des Inspections TR, c'est-à-dire grosso modo le tiers d'un courrier mensuel du réseau TR, peut être étudié encore aujourd'hui.

Le colis a le format normal d'un document dactylographié (30 x 21 cm) et une épaisseur de 18 cm. Il pèse 4,975 Kg. Il comporte 1875 feuillets dont certains sont tapés recto/verso. Le total représente donc un peu plus de 2000 pages dactylographiées.

Les principaux sujets traités sont les suivants :

A- 586 feuillets de synthèse (journalières, hebdomadaires ou mensuelles) établies par des Légions de Gendarmerie.

Ces synthèses comprennent :

a- d'une part l'énoncé succinct de tous les « incidents » qui se sont produits dans la zone de la Légion : sabotages, attentats contre les biens (lire : action du maquis pour se procurer du ravitaillement, des tickets d'alimentation, du tabac, des cartes d'identités, ...), attentats contre les personnes (lire : action du maquis contre les miliciens, les « collabos » et les militaires allemands, actions répressives de la Wehrmacht ou des « Forces du maintien de l'ordre »), résultats des bombardements aériens, chutes d'avions alliés ou allemands, ...

Chaque page de synthèse relate succinctement une bonne dizaine « d'incidents ». Le total des « incidents » signalés dans le courrier « Camélia » est donc de l'ordre de 6000.

b- d'autre part certaines synthèses comprennent également des statistiques comparatives permettant de suivre, d'une semaine à l'autre, l'évolution du nombre des sabotages, attentats, actions répressives, ...

Au total ces documents établis par la Gendarmerie forment un tableau très précis de ce qu'était la vie quotidienne de l'époque.

B- 403 feuillets provenant de rapports établis par les Préfets, les Intendants de Police et les Services de Renseignements Généraux, traitant principalement des réactions morales des populations devant les événements intérieurs et extérieurs (discours politiques, ravitaillement, propagandes allemandes ou anglo-saxonnes, bombardements, sabotages, nouvelles militaires, ...). L'étude des réactions morales des populations est conduite en tenant compte des catégories sociales ou ethniques des éléments étudiés (réaction des milieux ruraux, des milieux ouvriers, des milieux intellectuels, des milieux nord-africains, ...).

C- 188 feuillets relatent les séances du Comité Français de Liaison auprès des autorités d'occupation pour la région lyonnaise. Ces documents donnent un aspect très précis des relations entre les autorités vichyssoises et l'armée allemande (dehors très courtois recouvrant l'irritation des Allemands et la brutalité de leurs relations devant l'attitude de la population. Refus de renseigner les Français sur les motifs d'arrestation (ou de disparition) de diverses personnes, refus de révéler le lieu d'exécution et le lieu d'inhumation des personnes fusillées « pour des raisons d'ordre et de sécurité », ...

D- 152 feuillets de renseignements sur la Wehrmacht, la Luftwaffe et la Kriegsmarine (identifications d'unités, de secteurs postaux, d'officiers supérieurs, emplacements d'ouvrages, de dépôts de munitions ou de carburants, de champs de mines, de barrages routiers, croquis d'organisations défensives).

Certains de ces renseignements concernent des zones relativement éloignées du secteur normal d'action de « Camélia » mais il n'était pas interdit aux informateurs du réseau de voyager ou de recevoir la visite de gens venant de loin. C'est aussi arrivé que le courrier comprenne des renseignements sur des défenses allemandes de la région de La Rochelle et un rapport très complet sur l'activité du port de Brest.

E- 175 feuillets de consignes données à la Milice, à la Police et à la Gendarmerie pour le cas où des opérations militaires se déclencheraient dans leurs zones de stationnement (en particulier zones de « regroupement » prévues pour les différentes Légions de Gendarmerie) ;

F- 124 feuillets concernant les activités de divers maquis.

G- 62 feuillets concernant les activités répressives de la Wehrmacht et du SD (arrestations, pendaisons, fusillades, incendies, viols, pillages, représailles par bombardements aériens, ...).

H- 65 feuillets de renseignements sur les usines travaillant pour les Allemands, sur la main d'œuvre, le Service du Travail Obligatoire, ...

I- 21 feuillets sur le trafic ferroviaire, l'état de la SNCF.

J- 46 feuillets sur les résultats des bombardements aériens.

A ces renseignements que l'on pourrait qualifier de « pâture quotidienne » du réseau TR, « Camélia » (profitant du fait que sa zone d'action couvrait Vichy) avait le privilège de joindre parfois des documents « récupérés » dans les Ministères. Le courrier que nous étudions contient plusieurs de ces renseignements :

K- Une étude de 25 pages sur l'ancienne « Armée d'Armistice ».

L- Une étude de 7 pages sur la situation des Alsaciens/Lorrains.

M- Une étude de 8 pages sur les conséquences du rattachement administratif par les Allemands de nos provinces du nord à la Belgique.

N- Une liste nominative des 223 Généraux et Colonels arrêtés « préventivement » par les Allemands et dont 38 ont été libérés et 185 envoyés en Allemagne.

O- Un rapport de 9 pages établi par l'EM du Général STULPNAGEL (Commandant du Gross-Paris).

P- Un exposé de la situation dans le Sud-Est Asiatique émanant de l'Ambassade impériale du Japon.

Q- 75 pages de rapports et de télégrammes émanant soit du Gouvernement Général en Indochine, soit des Ambassadeurs français à l'étranger.

Ces documents avaient été expédiés des villes suivantes : Ankara, Bangkok, Bucarest, Budapest, Dalat, Hanoi, Helsinki, Lisbonne, Madrid, Mellila, Moukden, Nankin, Pékin, Saïgon, Shanghai, Sofia, Stockholm, Tanger, Tien-Tsin et Tokyo.

Les plus intéressants étaient ceux qui émanaient d'Indochine, de Pékin et d'Helsinki.

Les premiers donnaient :

- une situation d'effectifs absolument complète de nos troupes en Indochine.
- la façon dont l'Amiral Decoux s'efforçait de contrer les exigences sans cesse croissantes des troupes Japonaises d'occupation.

Les documents venus de Pékin faisaient état de la situation militaire en Annam et des préparatifs d'une offensive nipponne dans la région d'Hankéou.

Les documents émanant d'Helsinki faisaient le point, du côté finlandais, des négociations de paix engagées avec l'URSS.

Sur un plan plus technique 42 pages des documents « Affaires Etrangères » figurant au courrier « Camélia » étaient particulièrement intéressantes. Il s'agissait de 72 télégrammes non « démarqués » c'est-à-dire présentés dans leur texte original, tel qu'ils sortaient de l'atelier de déchiffrement des AE. De tels textes pouvaient présenter un grand intérêt pour les « décrypteurs » d'Alger.

R- Enfin le plus beau fleuron du courrier « Camélia » était un document qui donnait (en 7 pages) l'ordre de bataille complet de l'armée roumaine.

Dans son livre « Mes Camarades sont morts / Edition d'origine » (tome 1, pages 71 à 99) Pierre Nord expose en détail les raisons pour lesquelles le Commandement en Chef d'une Armée attache la plus grande importance à la reconstitution de l'Ordre de Bataille de l'Ennemi. Pierre Nord, termine son exposé (pages 97 à 99) en racontant comment un des chefs de poste de « Camélia » avait la précieuse prérogative de recueillir des renseignements extrêmement précis sur les Ordres de Bataille des Armées engagées sur le front de l'Est. Alors qu'il était élève à l'Ecole de Guerre notre Chef de Poste s'était donné beaucoup de mal pour aider un de ses condisciples étrangers en difficulté (imitant Pierre Nord, nous appellerons cet étranger Petrov). En 1944 Petrov était en mission en France, son pays avait été obligé de se ranger dans le camp hitlérien et cela désespérait Petrov extrêmement francophile et anti-nazi. Petrov avait profité de son envoi en France pour reprendre contact avec son condisciple de l'Ecole de Guerre et communiquait à ce dernier tous les renseignements qu'il pouvait sur le front de l'Est (à l'exception naturellement des renseignements concernant sa propre armée).

Nota : Lorsque les postes TR recueillaient un renseignement jugé par eux particulièrement intéressant ou urgent il le transmettait par télégramme chiffré. Le document écrit correspondant figurait dans le courrier mensuel suivant à titre de confirmation du télégramme. C'est ce qui a du normalement se passer pour l'Ordre de Bataille roumain. Pierre Nord, dans l'ouvrage cité ci-dessus (pages 266 et 267) donne d'ailleurs la photo de quatre télégramme expédiés à Alger par « Camélia » les 1^{er} et 3 août 1944 et concernant l'Ordre de Bataille de l'Armée roumaine.

Livre : Le croissant et la croix gammée

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Guerre d'Algérie (1954-1962),Livres et publications,Maghreb - Moyen Orient,Services allemands
29 octobre 2021

LE CROISSANT ET LA CROIX GAMMEE, écrit par FALIGOT Roger et KAUFER Rémi, publié par Albin Michel en 1990

Ce livre est un événement. Ce qu'il révèle a été soigneusement occulté depuis un demi-siècle: l'alliance entre extrémistes islamiques, militants nationalistes arabes, diplomates et agents secrets nazis. Cette alliance, Roger Faligot et Rémi Kauffer en ont assemblé les preuves après des années de recherches. De leur enquête résulte un document où se succèdent les révélations, notamment :

- L'incroyable: obstination des hommes qui ont mené la politique arabe d'Hitler puis celle de l'après guerre dans les deux Allemagnes.
- La naissance du mouvement national palestinien à l'ombre du Grand Mufti de Jérusalem et de ses alliés nazis.
- La vérité sur les rapports entre le futur président tunisien Bourguiba et les puissances de l'Axe.
- Ce qu'étaient la Légion nord-africaine, les SS musulmans; le rôle de l'union des travailleurs nord-africains; l'alliance de certains nationalistes du Maghreb avec les services spéciaux d'Hitler.
- Les criminels de guerre allemands au service de Nasser.
- L'action d'Ytzhak Shamir dans la « traque » des chefs nazis en fuite.
- Les coulisses du F.L.N. et de l'Algérie de Ben Bella.
- L'étrange aventure du banquier suisse François Genoud.
- La véritable histoire d'Aloïs Brunner, bourreau de Drancy et protégé du leader syrien Hafez el-Assad.

1939-40 : Comment le commandement militaire français est informé des plans d'invasion allemands

Category: 1940 : Invasion de la France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Un de nos camarades de l'École Supérieure de Guerre résumait ainsi le drame du Renseignement en France « Chez nous, l'Ennemi est toujours de trop. On a tellement d'ennuis

avec nos propres forces et surtout avec nos Alliés, qu'on n'a pas le temps de s'occuper de ce cochon-là. Mais comme il faut quand même un ennemi dans un Ordre d'opérations - il existe un paragraphe à cet effet, on s'en crée un sur mesure en fonction de sa propre idée de manoeuvre. » Le dernier livre de notre Président National "*Notre espion chez Hitler*" confirme amplement la boutade de notre camarade. Ainsi nos services avaient la chance de posséder au coeur même de la machine de guerre ennemie - cela en dehors d'autres sources de premier plan, un agent aussi précieux que *H.E.*, sans que pour autant le Haut Commandement français eût cru bon de reconsidérer son plan d'Opérations. Celui-ci, avec en particulier la fameuse "Hypothèse Dyle", avait été établi en fonction d'un Ennemi auquel on avait prêté l'intention de recommencer la même manoeuvre à travers la Belgique qu'en 1914.

Même en admettant que la source *H.E.* n'ait pu indiquer à temps, de façon explicite, que l'effort principal du Plan jaune devait porter sur les Ardennes et ensuite en direction de la Manche, elle avait néanmoins fourni suffisamment d'informations sur les forces blindées allemandes et sur leur doctrine. Dès lors il est incompréhensible que l'État-major français ait couru le risque d'une bataille de rencontre avec un adversaire plus puissant et plus mobile dans « le plat pays » plutôt que de l'attendre à l'abri du système fortifié prolongeant la Ligne Maginot. Or il se trouve que grâce à d'autres sources citées par le Colonel Paillole dans son livre précédant "*Services Spéciaux*", l'intention allemande d'agir en priorité sur l'axe Sedan-Dunkerque apparaissait nettement. On n'en a pas tenu compte en haut lieu sous le prétexte discutable de l'imperméabilité aux blindés du massif des Ardennes.

On pourra nous rétorquer que l'Armée française n'a pas été la seule à avoir connu une surprise stratégique au cours de la dernière guerre mondiale et que l'Armée Rouge a, elle aussi, été prise en défaut en 1941. En fait il existe une grande différence entre les deux catastrophes initiales, française et soviétique, dans la mesure où en U.R.S.S. la responsabilité incombait totalement à Joseph Staline et non au Commandement - lequel n'osait pas contredire le dictateur, alors qu'en France, malheureusement, les militaires sont les premiers responsables.

Cette amère constatation n'absout en rien les fautes accumulées depuis la victoire de 1918 par le pouvoir civil, mais en tant qu'Anciens du Renseignement nous nous devons d'être objectifs. Il s'agit là d'une constante de notre Histoire militaire qui fait que depuis Napoléon nous avons connus mains revers dus à la marginalisation du Renseignement. Le Bureau Noble, par définition, a toujours été le 3em - Opérations ; les bureaux utiles étant le 1er - Mobilisation - Avancement-Décoration et le 4em - Logistique. Le 2em n'était, hélas, que celui des Cassandre. Il suffit d'évoquer la catastrophe de 1870 et les difficiles débuts de 1914 pour s'en convaincre. Il est réconfortant pour nous de constater que Notre Chère Vieille Maison a été à la hauteur de sa tâche avant et pendant les deux Guerres Mondiales. Cela ne nous empêche pas d'éprouver quelques appréhensions en ce qui concerne l'avenir du pays.

IG FARBEN L'espionnage économique et commercial : les "Zefis"

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Livres et publications, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Dans les archives américaines, un document inédit, daté du 26 juillet 1946 a permis, grâce à Bernard Towell, alias "Holland", de la branche X-2 (contre-espionnage), d'établir, à l'intention du Département d'État, la liste du réseau d'espionnage économique mondial organisé par IG-Farben avant la guerre, réseau qui a fonctionné jusqu'en 1945, et peut-être au-delà (dossier L4-9567).

Quatre départements de l'IG-Farben camouflaient dans leur personnel des "Zéfis", appellation donnée à des hommes de confiance postés dans tous les bureaux étrangers de la firme, uniquement chargés d'espionnage économique et commercial.

C'est Hermann Schmitz, homme de confiance du Haut État-major allemand qui, dès 1928, a entrepris cette implantation. Ami intime de Martin Bormann jusqu'en 1945, il chargea son associé à la direction de l'IG-Farben, Max Ilgner, de remplir son rôle de gestionnaire du réseau en 1940, tandis que lui-même s'occupait spécifiquement de le greffer sur l'organisation secrète de Bormann, à partir de 1943.

Max Ilgner avait pour adjoints Walter Bachem, Wilhelm Helmerking et Emil de Haas (spécialement chargé de l'implantation en Chine) qui était secrétaire de la Karl Schurz Association, basée aux États-Unis.

Cette association, en apparence américaine, créa ensuite une filiale en Allemagne. Le parti nazi ne la contrôlait pas, mais l'infiltra à partir de 1936.

Les renseignements des Zéfis étaient transmis par courriers spéciaux à l'organisme de "Vowi" (initiales de "Économie du Peuple") contrôlé par Hermann Schmitz, qui se chargeait de les répercuter aux bureaux des Ministère des Affaires Étrangères et à l'organisation à l'étranger du parti nazi.

Les notes les plus confidentielles étaient réservées à H. Schacht, le grand financier du Reich jusqu'en hiver 1939 (remplacé ensuite par W. Funk) et à Martin Bormann.

Tout Zéfi itinérant devait rendre compte de ses contacts, conversation et remarques, etc... Les listes en notre possession, valables jusqu'en 1945, couvrent une vingtaine de pays sur tous les continents.

En France, un certain W. P... était un Zéfi. Son frère Mario exerçait en Italie en tant que journaliste. En Suisse, M. F... ; en Inde, K... et Karl K... ; en Norvège, F..., puis F..., etc... Aux États-Unis, c'est le groupe Chemnyko, sous la supervision de Walter Duisberg (dont l'auteur a connu la famille après la guerre en Allemagne) et de Rudold Ilgner, frère de Max, qui manipulait plusieurs Zéfis, ou hommes de confiance. Rudolf avait réussi à se faire naturaliser

américain à la veille de la guerre de 1939.

Max Ilgner, arrêté en 1945, a été interrogé par Holland (Towell) et a dénoncé sans trop de pressions, l'industriel B... qui, près de Berlin, avait camouflé chez lui d'importants dossiers, puis un certain H..., directeur de l'Économie nationale, qui cachait chez lui en Haute-Bavière, d'autres documents.

L'enquête a conduit ensuite à des dossiers dissimulés dans la mine " Theodor ", à Dillingen puis à Mademoiselle F..., à Würzburg-Neue Velt, Leulfresserweg.

Ces documents ont été mis sous le coude parce qu'Ilgner révélait en 1945 que des transactions illégales, menées grâce aux Zéfis, étaient passées par la National City Bank et l'Internationale Acceptance Bank, où Paul Warburg avait son mot à dire.

A la veille de la capitulation de l'Allemagne, Ilgner et Schmitz ont fait déposer sur des comptes secrets de quoi payer trois mois de salaires à tous les Zéfis, qu'ils fussent revenus en Allemagne ou encore en poste à l'étranger. Ce budget, d'une valeur de 600 millions de marks en 1944, était réparti dans seize banques. Cette note est tirée de l'annexe d'un ouvrage à paraître de Pierre de Villemarest qui, dans ses archives, possède la liste complète et nominative des " Zéfis " à l'échelle mondiale, datée du printemps 1945, juste avant la défaite du Reich.

On en déduit que l'inventeur de l'espionnage économique systématique, à ce degré, est bien Hermann Schmitz qui possédait alors autant d'actions de la Standard Oil of New Jersey que David Rockefeller, son patron. Mort en 1969 à 79 ans, Schmitz avait comparu en 1948 devant les tribunaux de Nuremberg, qui l'avaient condamné à 4 ans de prison ; mais il fut libéré quelques mois après. Nombre de ses amis et associés étaient conseillers d'Adenauer ...

L'organisation secrète de Bormann dont il est question dans cette note - annexe, s'appelait " Hacke ", et a fonctionné jusqu'en 1948.

Juin 1941 :Rencontre entre le colonel Groussard et Winston Churchill Extrait du livre de J Stead

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Affaire Amiral Darlan,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands,Services français,Services occidentaux,Source MAD

29 octobre 2021

Nos lecteurs trouveront ci-après le récit de l'émouvante entrevue du Premier Britannique WINSTON CHURCHILL et du colonel GROUSSARD à Londres le 14 juin 1941. Ce récit, fertile

en informations et peu connu, éclaire d'un jour particulier les sentiments de notre Allié le Royaume Uni, à l'égard de la France à cette époque.

“Churchill m'attendait sur le pas de sa porte et me serra vigoureusement les mains ; sa cordialité me toucha ; il me mit ensuite le bras sur les épaules et me conduisit près d'un vaste bureau situé à l'autre bout de la pièce. ” Je pus constater la rigueur avec laquelle étaient suivies les consignes de la défense passive : aucune lueur ne pouvait certainement filtrer à l'extérieur. Churchill me désigna un fauteuil de cuir, plaça tout près de nous le Général et le Commandant et dans un discours, moitié anglais, moitié français, exprima sa joie de me rencontrer ! “.

Le Colonel Groussard parlait heureusement l'anglais couramment, ce qui lui permit de suivre facilement l'exposé de Churchill. Ce dernier se frotta les mains, et, s'approchant d'un plateau chargé de whisky et de soda, en remplit quatre verres et tous burent à la santé de la France. L'entretien dura deux heures ; le Premier Ministre fut, pour ainsi dire, seul à parler. Groussard avait suffisamment fréquenté les hauts personnages pour savoir qu'ils aiment bien s'exprimer par monologue, afficher leurs connaissances et développer leurs idées.

Le Premier Ministre, vêtu avec soin d'une tenue kaki, arpentait la pièce en tirant d'énormes bouffées de son cigare ; il le posait, le mâchonnait ou le rallumait, tout en écoutant les réponses de Groussard, en admiration devant tant d'énergie. Churchill était sûr de la victoire. Il ne fit aucun mystère des difficultés présentes de la Grande-Bretagne.

Il décrivit d'une façon saisissante l'effort de l'Empire en guerre, et affirma, qu'avec l'aide des États-unis, la production de guerre de l'Angleterre surpasserait bientôt celle de l'Allemagne. Dans cet ordre d'idée, le pire était passé. La conversation roula ensuite sur la France. Groussard fut au comble de la stupéfaction : à entendre Churchill, on aurait cru qu'il venait d'arriver de Paris occupé, tellement il paraissait bien informé de ce qui s'y passait réellement.

Son objectivité était parfaite. C'était l'homme qui comprenait vraiment la situation tragique dans laquelle la France se débattait. Groussard lui exposa l'objet de son voyage. Churchill lui répondit : “ Dites bien à ceux qui vous ont envoyé que je comprends le tragique de votre situation... Je sais que la tâche de vos chefs est surhumaine, j'approuve leur désir de sauvegarder de leur mieux la France et les Français : mais je leur demande de ne pas oublier que leurs alliés sont toujours dans la lutte. Je leur demande d'avoir foi en l'avenir. Si j'étais à la tête de votre Gouvernement, je ne dirais pas aux Allemands que je les hais, car il faut toujours, à tout prix, éviter le pire, j'essayerais moi aussi de ne pas trop me compromettre et de gagner du temps, mais je ferais en sorte, et de toutes les manières possibles, de venir en aide à ceux qui sont toujours mes camarades de combat, mes compagnons d'armes. ” Dites encore à Vichy que je respecte profondément la personne du Maréchal Pétain. Jamais je n'ai pensé que cet homme pouvait souhaiter la victoire de l'Allemagne; néanmoins, je dois constater qu'il aurait pu, à maintes reprises, depuis l'armistice, nous être utile, et qu'il n'en a rien fait... “

Churchill souffla un nuage de fumée et but un verre de whisky. “ J'admets même que l'on m'attaque dans votre presse et qu'on y vilipende l'Angleterre, si cela doit vous aider à donner le change à l'ennemi. ” Je suis d'accord avec vous pour que vous remettiez cent cartouches aux Allemands, si cette opération vous permet de leur en soustraire un millier. La seule chose que je ne puisse admettre, c'est de voir la France oublier que la cause des alliés est aussi la sienne. “ Vous avez des membres du Gouvernement de Vichy qui sont des criminels avérés ; il faut agir

à leur insu, ou les mettre hors d'état de nuire. Votre patrie n'est pas neutre. Que se passerait-il si, la guerre terminée, vos compatriotes se réclamaient d'une neutralité, qu'ils auraient revendiquée aujourd'hui ? Dites bien, quoi qu'il arrive, que mon désir sera toujours de restaurer la France dans son intégrité territoriale d'avant-guerre. Insistez sur ce fait, et demandez, simplement à ceux qui doutent, si l'Allemagne a l'impudence de vous faire la même promesse... "

Le Premier Ministre ajouta que l'Angleterre et la France devaient s'épauler de leur mieux. " Il est aussi honteux que ridicule pour la France d'essayer de pratiquer le jeu de balancé entre ses alliés et ses ennemis, comme Vichy le fait. " " La France ne bénéficiera de la Victoire que dans la mesure où elle y aura contribué. " Churchill se rendait bien compte de l'avantage qu'il y avait pour l'Angleterre, comme pour la France, d'avoir, dans ce pays, un gouvernement régulier, susceptible de tenir tête à l'occupant et capable de l'empêcher d'agir tout à fait à sa guise : "Je sais combien il est précieux pour nous de voir à la tête de votre Gouvernement un Pétain, plutôt qu'un Doriot ou un Laval. " Le Maréchal peut à Vichy servir la France avec autant d'utilité que le Général de Gaulle le fait à Londres ; mais vous n'êtes pas sans savoir que, dans son Empire, la France dispose encore d'énormes ressources et que ces ressources doivent être utilisées à notre profit. " Je ne serais pas ce soir ici avec vous s'il n'en était pas ainsi. "

Il y a, à Vichy, quantité de gens de bonne foi qui pensent que le salut de la France est de suivre une politique de stricte neutralité; ce sont des imbéciles; d'autres savent qu'ils doivent contribuer en France ou dans vos possessions d'outre-mer, à travailler pour la cause des alliés. A ceux-ci je dis : Nous n'aboutirons à rien si nous ne suivons pas une politique commune. C'est parce que je suis persuadé de cette possibilité d'accord entre nous que je suis si content de vous voir ici. Ce sera votre mission : forger cette entente, cette commune compréhension : je vous promets de vous donner tous les moyens susceptibles d'en faciliter au maximum d'accomplissement. Nous devons tous deux conserver un contact direct; j'espère que vous reviendrez bientôt à Londres, plus tôt vous le pourrez, mieux cela vaudra. Vous me remettrez alors personnellement les messages dont vous aurez été chargé. "

Churchill s'enquit ensuite auprès de Groussard des sentiments de certaines personnalités Vichysoises. Ce dernier lui dépeignit les sentiments antibritanniques d'un grand nombre d'amiraux, que Darlan avait placés au Gouvernement. Churchill demande à Groussard ce qu'il pensait de ce dernier : " Je le connais personnellement très peu ; je ne l'ai rencontré que deux ou trois fois au plus ; mon sentiment est qu'il est un parfait arriviste. Il est capable, par ambition, de suivre la politique allemande ; mais il agira certainement avec moins de conviction que Laval ; c'est donc un moindre mal, qu'il soit actuellement Vice-Président du Cabinet plutôt que Laval. "

Ils parlèrent ensuite de Pétain. Groussard insista tout particulièrement sur son grand âge et son hostilité envers l'Allemagne. " Je ne vois pas ce que vient faire ici son grand âge, rétorqua Churchill, en haussant les épaules ; la vérité est tout autre ; il n'est pas capable d'assumer la tâche qu'il voudrait accomplir : c'est un soldat ; il a passé sa vie à donner des ordres en exécution de directives reçues ; maintenant, il est tout à coup appelé à résoudre des problèmes dont il ignore complètement les éléments. Il ne possède que les nombreuses connaissances classiques du soldat blanchi sous le harnois. "

La conversation se porta ensuite sur l'Afrique du Nord. Groussard dit à Churchill qu'il était à son avis nécessaire de ne pas attirer l'attention de l'ennemi sur les possessions françaises dans cette région. Il insista sur le fait, qu'en tenant compte de l'Armée de Franco au Maroc, il faudrait, si l'on voulait donner quelque chance à un soulèvement contre l'Axe dans ce secteur, que les alliés débarquent en Afrique du Nord un minimum de 10 divisions, dont trois blindées, appuyées par mille avions au moins. A ce moment, le Premier Britannique qui s'était assis un instant auparavant en face de Groussard se dressa, leva les bras au ciel et dit au petit Général : " Vous avez entendu ? Ce sont exactement les mêmes chiffres que ceux donnés par Weygand en février dernier. Jusqu'à nouvel ordre, il nous est humainement impossible de fournir un tel effort. "

Le Colonel Groussard en conclut, in petto, que, dès février 1941, Weygand avait déjà été en contact direct avec les Anglais. Il expliqua alors que, dans ces conditions, les alliés feraient bien de ne se limiter qu'à des préparatifs clandestins, en vue d'une action extérieure en Afrique du Nord. Les deux interlocuteurs en vinrent ensuite à parler de la Syrie, occupée par les troupes anglaises, en dépit de la présence de l'Armée française. Groussard souligna les difficultés rencontrées par le Général Dentz, Haut-Commissaire de France dans ce pays. " Je comprends tout cela, dit Churchill, mais il était facile à Dentz de sauver la face, sans verser tant de sang ! "

Ce fut ensuite au tour de de Gaulle. Groussard affirma que sa popularité, en France, croissait à mesure que l'occupation allemande devenait plus rigoureuse ; mais quelle tristesse de voir la France divisée : Groussard s'efforça de résumer la situation avec clarté. Un des objectifs les plus importants, à l'heure actuelle, est d'unifier la Résistance en France.

" Pour l'instant, de Gaulle est sans discussion possible la force d'attraction la plus grande de la Résistance. " Les Français viendront de plus en plus nombreux prendre part à la lutte contre l'Allemagne; mais on peut compter aussi sur ceux qui, par antipathie personnelle, animosité envers ses partisans, méfiance ou toute autre raison, ne voudront pas se trouver sous la coupe de la France Libre. Ce n'est là actuellement qu'une minorité. Il est cependant possible que cette minorité atteigne un jour une telle importance qu'il deviendra nécessaire de l'utiliser pour hâter, dans une certaine mesure, l'issue de la guerre. "

Churchill répondit qu'il y pensait depuis longtemps. Il y avait une grande tâche à remplir, il fallait en France et dans les territoires d'Outre-Mer unifier les forces combattantes de la France ; mais, du point de vue des alliés, il était encore plus important d'utiliser sans distinction toute l'aide qui se présentait. Groussard conseilla à Churchill de s'emparer de la Martinique. " L'idéal serait " que le Maréchal Pétain se mette secrètement d'accord avec le Général de Gaulle, pour ne pas contraindre l'Amiral Robert à livrer bataille, ce qui entraînerait des " pertes sanglantes. " Churchill sembla hésiter. Groussard pensa qu'un arrangement entre Vichy et les Forces Françaises Libres le rendait sceptique. Par malheur de Gaulle n'était pas à Londres mais en Syrie. Groussard donna à Churchill l'assurance qu'à son retour à Vichy il s'efforcerait de conclure un accord secret entre certains membres du Gouvernement du Maréchal et les Français Libres. " Essayez, dit Churchill, je suis certain qu'un accord précis entre Vichy et nous facilitera considérablement l'entente que nous désirons entre de Gaulle et Pétain. " Il posa à Groussard quelques questions sur Huntziger et dit à plusieurs reprises : " Huntziger est un gentleman ".

Groussard néanmoins insista sur le fait que même un succès total de sa mission n'entraînerait, en aucun cas, un revirement de la politique de Vichy à l'égard des Alliés ; il ne ferait seulement qu'établir une coopération effective entre les Alliés et certains membres du Gouvernement de Vichy. Groussard estimait bon de ne porter la conclusion de cet accord qu'à la connaissance d'un groupe très restreint de personnalités, telles que le Maréchal Pétain et quelques-uns de ses collaborateurs immédiats : Huntziger, Weygand, l'Amiral Leahy et peut-être Bergeret. " De toute façon, je ne voudrais pas prendre le risque d'informer l'Amiral Darlan de mon voyage en Angleterre, j'aurais trop peur que la Gestapo vienne " le lendemain me chercher... "

Churchill souhaitait vivement que le secret de ma mission soit strictement conservé ; m'ayant entendu mentionner le nom de l'Amiral Leahy, il me déclara que la participation des États-unis à la guerre était désormais une certitude : " La guerre prendra un tournant décisif le jour où les États-unis jetteront dans la balance le poids écrasant de leur puissance. Je vous assure que vous n'aurez plus de longs mois à attendre pour que cet événement se réalise ; d'ailleurs, ajouta-t-il, avant l'entrée en guerre des États-unis, nous pourrions avoir une grande surprise. "

C'était là une allusion à l'attaque imminente d'Hitler contre la Russie. (Groussard était encore à Londres quand elle eut lieu.) Il se leva pour prendre congé ; Churchill l'accompagna jusqu'à la porte et lui exprima de nouveau son désir de voir la France revenir à son ancienne grandeur. Les larmes aux yeux, il lui serra les deux mains et lui souhaita bon voyage. Groussard venait ainsi d'accomplir la première partie de sa mission. Il sortit et disparut dans le " black out " de Londres.

Pendant son séjour à Londres, le Colonel Groussard prit plusieurs contacts importants. Il se rendit au Foreign Office et fut reçu par M Eden. Il lui exposa la nécessité qu'il y avait, d'après lui, à rassembler les Français dans une Résistance unique, sans idée politique. Là aussi, l'accueil fut bon et encourageant. Alors, par voie détournée, il envoya au Général Huntziger un message radio l'informant de la tournure favorable que prenait sa mission. Il rendit également visite à M. Winant, l'Ambassadeur des États-unis, très impatient, lui aussi, de savoir quand son pays déclarerait la guerre. La conversation fut courtoise et franche; Winant désirait vivement savoir quelles étaient, en France, les possibilités d'action du Général de Gaulle, et quels étaient les sentiments réels de Pétain, Huntziger et Darlan.

Le Colonel Groussard lui fit, sur la situation en France, le même exposé que celui qu'il allait faire à l'officier commandant les services secrets anglais, celui que l'on appelait le " vieux Colonel " : " Une proportion relativement faible de la population française, d'ailleurs divisée, déteste de Gaulle et son activité : ce sont les " collaborateurs ". La grande majorité sympathise de tout coeur avec de Gaulle, et écoute la radio de Londres quand elle peut. Une courageuse minorité enfin combat dans la clandestinité et témoigne ainsi que le seul chef reconnu par eux est l'Homme du 18 Juin. " Entre ces extrêmes, vous avez la masse de ceux qui, faute de termes mieux appropriés, peut prendre le nom de " Pétainistes ". Il ne faut pas se dissimuler qu'actuellement (il n'en sera pas toujours ainsi), ceux-ci, quoique en lente diminution, ont des racines profondes dans le pays. La déroute de nos armées a été pour nous, Français, un choc si violent, le nombre de nos prisonniers de guerre est tellement considérable, la propagande de Vichy par la presse et la radio est d'une telle insistance, enfin, le prestige du Maréchal Pétain est si grand, qu'il aurait difficilement pu en être autrement. Ce sont d'ailleurs pour la plupart des hommes simples. Il est impossible, à leurs yeux, que le vainqueur de Verdun puisse se tromper, ou qu'il puisse jouer le jeu des Allemands. La position de Pétain est autrement plus

forte que celle de de Gaulle : Il représente, en premier lieu, le Gouvernement légal. D'autre part, son autorité et sa personnalité lui confèrent une profonde influence tant auprès des vétérans de 1914-18 qu'au sein du peuple entier. "

Groussard conclut son exposé en affirmant qu'il était cependant possible de s'appuyer sur certains membres du Gouvernement de Vichy dans le but de poursuivre la lutte engagée contre l'ennemi. Sur ces entrefaites, Groussard apprit par une communication de Vichy que le Maréchal avait été informé de sa mission et qu'il lui donnait son approbation. Ce qu'il fallait maintenant réaliser, c'était un accord secret entre les membres du Gouvernement de Vichy et les Alliés, d'une part, et entre Vichy et de Gaulle, d'autre part.

Pendant son séjour à Londres, Groussard, resté en contact avec ses réseaux du continent, avait reçu divers renseignements intéressant la Marine. Les Services de Renseignement Britanniques, auxquels il les transmit, lui en furent très reconnaissants.

Il reçut également une invitation à dîner de celui qu'il avait appelé le " vieux Colonel ". Comme bien des services secrets, le Service de Renseignement Anglais avait une organisation double.

" Le vieux Colonel était chargé de tout ce qui était ultra secret. Il avait à prendre les décisions les plus importantes ; il était, assurément, l'homme au " monde le plus redouté " ; c'est lui que les combattants des armées secrètes craignaient, en tout cas, le plus. " Ils dînèrent dans un club de Londres avec l'officier supérieur chargé de mission auprès de Groussard. Le " vieux Colonel " était âgé d'environ 60 ans, il était chauve, de taille moyenne, bâti en force ; ses mouvements étaient mesurés, son visage exprimait le calme. Il parlait parfaitement le français. Ses connaissances sur la France impressionnèrent Groussard : " J'avais l'impression qu'il en savait sur mon pays plus que moi. "

Le " vieux Colonel " dit à Groussard que ses projets lui semblaient réalisables : jamais la conclusion d'un accord entre les éléments sains du Gouvernement de Vichy et les Anglais ne s'était présentée sous un jour aussi favorable. " En réfléchissant bien, je pense que ceux qui pourraient se succéder au Gouvernement ne feront pas mieux. Huntziger s'en ira, Weygand aura de plus en plus les mains liées et quant à Pétain, plus le temps passera, plus il risquera de faiblir, de se décourager, de se laisser abuser par les manoeuvres des Allemands " et de leurs valets. "

Le regard du " vieux Colonel " s'assombrit, il laissa paraître une nuance de regret : " Quel malheur, dit-il, que vous n'ayez pu venir à Londres aussitôt après " votre entente avec Huntziger ! je ne dis pas que c'est maintenant trop tard, mais l'atmosphère de Vichy est devenue si lourde, l'attitude de Darlan si équivoque, qu'il nous faudra non seulement être prudent ou utiliser la ruse, mais aussi avoir beaucoup de chance. "

Après quelques instants de silence, le " vieux Colonel " reprit : " Vous avez 50%de chances de réussir, ce n'est pas si mal. "

Le Colonel Groussard éprouvait un grand respect pour les Services Secrets Anglais. Il estimait que les Anglais étaient, sous ce rapport, les maîtres de la deuxième guerre, comme ils l'avaient déjà été lors de la première guerre. Il fit donc grand cas du jugement porté par le " vieux Colonel " sur la situation.

Pendant les jours qui précédèrent son départ, Groussard fut très occupé. Il assista à des manoeuvres de Corps d'Armée, exécutées par le Général Montgomery, sous la direction du Général Alexander. Il fut très favorablement impressionné par les progrès réalisés par l'Armée anglaise depuis la période de mars à juin 1940, époque à laquelle il l'avait, pour la dernière fois, vue combattre sur le front. Il assista également d'un poste de contrôle " quelque part en Angleterre " à la direction des opérations aériennes, au-dessus d'Abbeville.

Il ne s'agissait plus maintenant que d'organiser une liaison avec le Général de Gaulle. Cette deuxième partie de sa mission était d'autant plus difficile à réaliser que de Gaulle était en Syrie. Churchill et Eden avaient formellement interdit à Groussard toute prise de contact avec le Directeur politique du Général de Gaulle : M. Dejean. Groussard, néanmoins, crut bon de passer outre : il eut un entretien avec Dejean. Ce fut une grande déception, car ce dernier n'avait alors sur la Résistance que des vues étroites et partisans.

Le contact le plus fructueux avec la France Libre fut celui qu'il eut avec son ancien subordonné à Saint-Cyr, le Commandant Passy, alors chef du 2ème Bureau du Général de Gaulle. Groussard joua cartes sur table ; il lui révéla quelle était son activité en France, les cellules qu'il avait organisées, depuis la dissolution de la police auxiliaire qu'il commandait. Il lui parla de ses cinq réseaux de renseignement, de son groupe de représailles. Il proposa de les mettre à la disposition du Général de Gaulle. L'essentiel était d'obtenir des résultats ; pour cela, il fallait de l'argent. Il préférait évidemment que le financement soit effectué par la France Libre. Dans le cas contraire, il l'obtiendrait des Anglais.

Ils conclurent un accord provisoire sur la somme de deux millions de francs, que l'agent gaulliste Fourcaud lui remettrait à son retour en France. Cet argent suffisait pour assurer pendant deux mois, la marche des cinq réseaux de renseignements.

Groussard devait faire au mieux avec les cellules qu'il venait de mettre sur pied, et réexaminer la question avec Passy, à son prochain voyage à Londres. D'un commun accord, ils décidèrent que Groussard s'efforcera, sous sa propre responsabilité, d'unifier la Résistance intérieure française, et d'en référer au plus tôt à de Gaulle et de se soumettre à ses décisions, en cas de réussite.

La mission Groussard était maintenant accomplie. Il avait obtenu, auprès des Français Libres, la compréhension qu'il avait recherchée ; il avait établi des relations avec Churchill, Eden et Winant.

L'Intelligence Service aurait désormais avec certains ministres de Vichy des relations officielles tout en demeurant secrètes. Groussard avait les noms et adresses des gens par lesquels il pouvait sans délai communiquer avec l'Angleterre. Le 1er juillet, enfin, il prit de nouveau l'avion pour Lisbonne.

Au Portugal, " Georges Gilbert " redevint " Georges Guérin ", et s'envola pour Madrid, il gagna Pau par le train et se rendit à Toulouse, puis à Marseille, pour y rencontrer Fourcaud et ses chefs de réseaux ; il se dirigea ensuite vers Vichy. Il s'installa aux environs de Ferrières-sur-Sichon, chez Louis Guillaume, directeur d'une agence de détectives privée bien connue. Il fit savoir au Général Huntziger qu'il était de retour et, le lendemain, il était reçu par le Ministre de la Guerre.

Il découvrit que Huntziger craignait par-dessus tout d'être compromis par une indiscretion :"

J'ai toujours la confiance du Maréchal, mais j'ai, en la personne de Darlan, un ennemi acharné. Je suis continuellement surveillé, et je ne sais ce qui se passerait si l'Amiral avait des preuves lui permettant de m'attaquer ouvertement. Dans les circonstances présentes, je ne pourrais me défendre avec succès. " . Il fut satisfait du résultat des entretiens avec Churchill, mais manifesta une certaine appréhension lorsqu'il eut connaissance des contacts pris par Groussard avec Dejean et Passy.

Pourtant, en tant que Français, Groussard ne pouvait pas agir autrement. Huntziger devait aller voir le Maréchal et obtenir son approbation pour une nouvelle mission à Londres.

Le lendemain, Groussard reçut un message d'Huntziger lui demandant un rapport écrit. La note était rassurante : " J'ai vu le Maréchal, hier soir, tout va bien. " Le rapport du Colonel Groussard ne tarda pas à être remis au Maréchal. Groussard reprit ses relations avec les Colonels Baril et Ronin, il revit le Docteur Ménétreel et plusieurs autres personnalités favorables.

Pendant ce temps on établissait le programme de sa mission. Ménétreel lui procura un nouveau passeport revêtu du visa espagnol . Le Docteur dit à Groussard que le Maréchal était satisfait de la perspective de négociations avec les Alliés, mais qu'il lui interdisait tout rapport avec les Français Libres. Ménétreel crut bon d'ajouter que l'Amiral Darlan et Pucheu, son ministre de l'Intérieur, représentaient un véritable danger ; il promit, au cas où quelque chose irait mal, de l'en aviser à Ferrières et s'engagea, en cas de nécessité, à le conduire personnellement en voiture de l'autre côté de la frontière espagnole.

A sa sortie de l'Hôtel du Parc, Groussard s'aperçut qu'il était suivi ; cela ne l'inquiéta pas outre mesure, Louis Guillaume lui ayant en effet prêté une voiture rapide.

Il consacra les jours suivants à préparer sa mission, à s'entretenir avec Huntziger, à évaluer la puissance de ses adversaires : Darlan et Pucheu à Vichy, Laval, Brinon, Luchaire, Deloncle, Doriot, Bucart, Chateaubriant à Paris." Ne nous faisons aucune illusion, dit Huntziger, tôt ou tard, et sans doute hélas, plut tôt que tard, les Allemands apprendront que nous sommes en train de négocier. Dans la conjoncture actuelle, il est de la première importance d'être en mesure de travailler le plus longtemps possible. " Il serra la main de Groussard. Ils ne devaient plus se revoir. La nuit suivante, Groussard était chez Guillaume à Ferrières en train de déchiffrer des messages de Londres quand la police fit irruption dans la pièce où il se trouvait, et le mit en état d'arrestation. Darlan et Pucheu avaient eu vent de l'affaire et avaient agi trop rapidement pour que Ménétreel pût intervenir. Groussard fut conduit à Vichy sous escorte. Huntziger fit son possible, mais ne put obtenir de Darlan qu'il lâche sa proie. Le Maréchal ne leva pas le petit doigt pour venir à son secours. Le Colonel Groussard eut encore de nombreuses aventures tout au long de la guerre secrète contre les puissances de l'Axe.

Les Services de Renseignements Britanniques ont eu de multiples raisons d'être reconnaissants à Groussard pour les rapports de ses milliers d'agents, transmis de Suisse où il avait installé son Poste de Commandement. Le Colonel Groussard ne porte aujourd'hui aucune condamnation contre Pétain, pour ne pas l'avoir couvert lors de son arrestation : " C'était le jeu , dit-il à l'auteur de ce livre ;" les agents secrets doivent toujours s'attendre à être désavoués. " Il n'éprouve pas plus de rancune à l'égard de Laval, qui le fit également arrêter

(Groussard fut arrêté deux fois) ; il est en effet persuadé que Laval avait agi de bonne foi, et qu'il considérait la victoire allemande comme certaine, grâce à l'emploi de nouvelles armes secrètes. A l'occasion, il marque même son estime à l'égard des officiers allemands de l'Armée active.

L'histoire du Colonel Groussard symbolise d'une manière parfaite le courageux esprit d'initiative, la farouche résolution de résistance qui régnaient alors dans l'esprit des officiers de l'Armée française. Elle brosse un tableau saisissant de la vie et du monde de Vichy sous l'occupation. C'est en plus l'histoire d'un vrai gentilhomme de France...